

4 Économie

PRE/ Approbation de la 3e revue du FMI
Les bonnes orientations de la "Task Force"

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

La mise en place en mai dernier de la "Task Force sur les finances publiques" a servi de catalyseur pour répondre aux attentes des bailleurs de fonds et accélérer les décaissements opérés au profit du Gabon. Des orientations stratégiques que les administrateurs du Fonds ont tenu à souligner dans leurs différents rapports.

L'APPROBATION par le Conseil d'administration du Fonds monétaire international de la 3e revue ouvrant un nouvel appui budgétaire de 99 millions de francs au profit du Gabon a été rendu possible grâce à la conjonction des actions de plusieurs acteurs et administrations clés.

Alors que les bailleurs de fonds fustigeaient la lenteur dans la mise en place de certaines réformes indispensables pour la relance de l'économie nationale, le cabinet du président de la République va s'atteler à répondre de



Le cabinet présidentiel s'est montré très impliqué avec....

la manière la plus vigoureuse à ces attentes. Notamment en mettant en place en mai dernier une "Task force" qui va très rapidement devenir le catalyseur des réformes tant attendues par les institutions internationales. En effet, jugeant lentes et peu dynamiques les réformes engagées jusque-là par l'Exécutif dans la concrétisation du Plan de relance économique, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, avait décidé de lancer une "Task Force sur les finances publiques". Objectif : donner un coup d'accélérateur à l'action ministérielle, en indiquant 7 chantiers prioritaires pour relancer la croissance et redynamiser

l'économie nationale. La feuille de route proposée par le président de la République au gouvernement Issoze Ngondet III tenait sur 7 points importants : (1) la remise à plat de la Budgétisation par objectif de programmes (BOP) ; (2) la rationalisation des services personnalisés ; (3) la réduction de la masse salariale dans la fonction publique ; (4) la revue complète de la dette pour en garantir la soutenabilité et surtout une gestion optimale ; (5) une plus grande rationalisation et une meilleure priorisation des investissements ; (6) la préservation des acquis sociaux et surtout la poursuite des engagements



... les membres du gouvernement, pour la réussite du PRE.

présidentiels ; (7) ainsi qu'une remise à plat totale du Code des impôts. Si toutes ces mesures fortes n'ont pas encore été appliquées dans l'immédiat, elles ont, en tout cas, donné un signal fort aux bailleurs de fonds sur la volonté du Gabon de redresser son économie. Quatre (4) mois plus tard, en août, les résultats de ces mesures seront enfin palpables, représentant aux yeux des partenaires du Gabon, une remarquable avancée. Ainsi, lors de l'approbation de la 2e revue en août dernier, les administrateurs du FMI se sont dits satisfaits des premiers résultats des réformes apportées par l'Exécutif dans l'assainisse-

ment des finances publiques. Notamment les mesures fortes de réduction du train de vie de l'Etat. A savoir : la diminution de la masse salariale, l'apurement de la dette intérieure dans le cadre du Club de Libreville, l'optimisation des recettes fiscales avec la mise en place prochaine de l'Office gabonais des recettes, la levée des subventions sur les prix des carburants, la protection des dépenses sociales... **SATISFECIT** * Le succès de la 3e revue est donc juste venu confirmer les bonnes orientations du cabinet présidentiel et de l'équipe gouvernementale dans leur volonté de relancer la croissance, et de bénéficier

du soutien des organismes de financement internationaux.

« Le programme du Gabon continue d'être appuyé par la mise en œuvre de mesures et de réformes d'accompagnement par les institutions régionales dans les domaines de la réglementation des changes et du cadre de politique monétaire, et de contribuer à une augmentation des avoirs extérieurs nets régionaux, ce qui est essentiel pour garantir le succès du programme. Les résultats obtenus par le Gabon dans le cadre de l'accord MEDC se sont améliorés. Les autorités ont pris des mesures importantes et difficiles pour maintenir le programme en bonne voie, en dépit des élections législatives d'octobre 2018. Cependant, la reprise économique demeure fragile et il est nécessaire de poursuivre l'assainissement des finances publiques et d'opérer des réformes cruciales pour réaliser une croissance vigoureuse et durable », avait souligné le directeur général adjoint et président par intérim du FMI, Mitsuhiro Furusawa.

Conjoncture 3e Trimestre 2018/ Dette publique
L'Etat poursuit ses engagements

MSM
Libreville/Gabon

Le règlement cumulé de la dette publique s'est établi à 414,3 milliards de FCFA, à fin septembre 2018. Par rapport à la même période en 2017, le volume des règlements est en hausse de 43,5%, suite à l'accroissement des paiements de la dette extérieure et intérieure.



Le DG de la dette, Hugues Mbadanga Madiya.

D'APRÈS la direction générale de l'Economie et de la Politique fiscale, à fin septembre 2018, l'Etat a continué à honorer ses engagements. Le règlement cumulé de la dette publique s'est établi à 414,3 milliards de FCFA. Par rapport à la même période en 2017, le volume des règlements est en hausse de 43,5%, suite à l'accroissement des paiements de la dette extérieure et inté-

rieure. Le règlement de la dette extérieure s'élève à 205,9 milliards de FCFA à fin septembre 2018, soit une hausse de 64,8% par rapport à la même période en 2017. Ce règlement a porté à la fois sur la dette bilatérale, multilatérale et commerciale et le marché financier. Il intègre le paiement d'arriérés à hauteur

de 57,7 milliards de FCFA, soit 56,9 milliards au profit des créanciers commerciaux et 811 millions de FCFA pour les bilatéraux. Le paiement de la dette intérieure à fin septembre s'est élevé à 208,3 milliards de FCFA, soit une progression de 27,3% par rapport à la même période en 2017. Cette évo-

Evolution du règlement de la dette publique

(En milliards de FCFA)	2018			Janvier-septembre			Var 2017
	T1	T2	T3	2017	2018	2018	
Dette extérieure	15,6	87,7	181,7	125,8	285,9	49,7%	64,8%
Multilatérale	8,1	31,7	71,9	78,7	43,8	30,6%	51,9%
Bilatérale	8,1	27,4	77,7	19,0	36,1	13,6%	8,6%
Commerciale	9,6	33,6	51,5	44,4	85,3	13,8%	47,5%
Marché financier international		40,4		42,4	40,4	9,7%	-4,8%
Dette intérieure	33,4	183,7	78,9	163,7	208,3	56,2%	23,2%
Banques	21,8	118,0	17,8	12,4	37,4	11,6%	8,6%
Marchés	8,5	29,9	26,8	49,7	85,7	15,2%	31,2%
Divers			8,2	7,2	6,2	0,8%	-9,2%
Marché financier régional	5,5	55,8	26,2	62,4	87,6	21,1%	26,7%
Total	49,2	191,6	173,6	289,7	414,3	180,8%	43,5%

Source : Direction Générale de la Dette

Evolution du règlement de la dette publique.

lution est consécutive à l'accroissement du règlement sur l'ensemble des composantes, à l'exception du poste divers. Le paiement de la dette intérieure a concerné, essentiellement, le règlement de la dette envers le moratoire, le marché financier régional et le secteur bancaire (respectivement 15,2%, 21,1% et

13,9% du montant global). **ENCOURS*** Cependant, sur les 9 premiers mois de l'année, l'encours de la dette publique du Gabon a augmenté de près de 20% à 4 976,9 milliards de FCFA. La hausse du stock de la dette publique est imputable essentiellement à l'accroissement de l'encours de la dette inté-

rieure (+59,9%) et de la dette extérieure (+7,8%). La hausse de la dette intérieure provient principalement du renforcement de la dette bancaire, de celle du marché financier régional et du moratoire. L'augmentation de la dette extérieure (+7,8%) est due au renforcement des engagements auprès des bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux, en dépit du repli de ceux auprès des autres créanciers, notamment les commerciaux et le marché financier international. Ainsi, à fin septembre 2018, la structure du portefeuille de la dette publique est composée de 69,2% de la dette extérieure et de 30,8% de la dette intérieure contre 76,9% de la dette extérieure et 23,1% de la dette intérieure à la même période en 2017.

CHANGEMENTS
COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 24/12/2018

SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>

DEV	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)	
	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957
USD	1,1414	1USD =	574,695	1 USD	597,257
CAD	1,5459	1CAD =	424,320	1 CAD	457,650
JPY	126,9800	1JPY =	5,166	100 JPY	545,470
GBP	0,9022	1GBP =	727,104	1 GBP	779,817
CHF	1,1312	1CHF =	579,877	100 CHF	62 302,34
ZAR	16,4753	1ZAR =	39,815	100 ZAR	4 214,20
MAD	10,8752	1MAD =	60,317	1 MAD	63,69
CNY	7,8825	1CNY =	83,217	1CNY	85,71
KES	116,6200	1KES =	5,625	1KES	5,79

INDICES BOURSISERS

	en date du	
CAC 40	24/12/2018	4 665,59
DOW JONES	24/12/2018	23 037,57

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
24 Decembre 2018: 53,37